



Strasbourg, le 17 mars 2016

## **Séance du Conseil d'administration** **du 17 mars 2016** **Cité de la musique et de la danse**

### **En présence de :**

#### Les membres du Conseil d'administration

- Dominique BANNWARTH, Président de l'association « Mulhouse Art Contemporain », personnalité qualifiée,
- Azzedine BOUFRIOUA, Conseiller municipal à la Ville de Mulhouse,
- Jean-Luc BREDEL, Président de l'Association Europe Culture Citoyenneté, personnalité qualifiée,
- Marilyn CLAUDOT, Représentante du personnel administratif et technique,
- Olivier DELOIGNON, Représentant du personnel pédagogique en arts plastiques (Strasbourg),
- Souad EL-MAYSOUR, Adjointe au Maire de Strasbourg, Présidente,
- Bernard GOY, Conseiller arts plastiques à la DRAC Alsace,
- Thiphaine HERVOUET, Représentante des étudiants en musique,
- Sandy KALAYDJIAN, Représentante des étudiants en arts plastiques,
- Pierre LITZLER, Directeur de l'UFR des arts, représentant l'Université de Strasbourg, personnalité qualifiée,
- Nicolas MATT, Conseiller municipal à la Ville de Strasbourg,
- Claire MOREL, Représentante du personnel pédagogique en arts plastiques (Mulhouse),
- Annick NEFF, Adjointe au Maire de Strasbourg,
- Eric SCHULTZ, Conseiller municipal à la Ville de Strasbourg,
- Alain SPOHR, Représentant du personnel administratif et technique,
- Gérard STARCK, Représentant du personnel pédagogique en arts plastiques (Strasbourg),
- Jean VERNE, Conseiller musique à la DRAC Alsace.
- Aline ZYLBERAJCH, Représentante du personnel pédagogique en musique.

#### Membres excusés :

- Alain FONTANEL, 1er adjoint au Maire de Strasbourg,
- Camille GANGLOFF, Conseillère municipale à la Ville de Strasbourg,
- Fabienne KELLER, Conseillère municipale à la Ville de Strasbourg,
- Sophie KOHLER, Représentante de l'UHA, personnalité qualifiée,
- Pascal MANGIN, Conseiller Régional,
- Sara MARGUIER, Conseillère municipale de la Ville de Mulhouse,
- Henri METZGER, Conseiller municipal à la Ville de Mulhouse,
- Ada REICHHART, Conseillère à l'Eurométropole de Strasbourg,
- Michel SAMUEL-WEIS, Adjoint au Maire de Mulhouse, Vice-Président,
- Darek SZUSTER, Conseiller municipal à la Ville de Mulhouse.

#### Autres présents :

- Vincent BAPST, Responsable des Ressources Humaines de la Haute école des arts du Rhin,
- David CASCARO, Directeur de la Haute école des arts du Rhin,
- Laurent DOUCELANCE, Responsable communication de la Haute école des arts du Rhin,
- Vincent DUBOIS, Directeur de l'Académie supérieure de musique, directeur adjoint de la Haute école des arts du Rhin,
- Anne GUYONNET, Administratrice de l'Académie supérieure de musique,
- Pascal HUMBERT, Administrateur général de la Haute école des arts du Rhin,
- Ange-Frédéric KOFFI, Représentant suppléant des étudiants en arts plastiques,
- Gabrielle KWIATOWSKI, Direction de la culture - Département des arts visuels, Ville et Eurométropole de Strasbourg,
- Bertrand LANOTTE, Receveur des Finances,
- Catherine MARCO, Directrice adjointe du Conservatoire de Strasbourg,
- Marion MONTERO, Responsable des finances et de la commande publique de la Haute école des arts du Rhin,
- Frédérique OLLAND, Administratrice adjointe de la Haute école des arts du Rhin,
- Estelle PAGÈS, Directrice des études d'arts plastiques, directrice adjointe de la Haute école des arts du Rhin,
- Jean WILLMÉ, Directeur général adjoint, Pôle Epanouissement de la personne, Ville de Mulhouse.

#### Excusés :

- Marie-Hélène BONNOT, Directrice adjointe de la Culture de la Ville et Eurométropole de Strasbourg,
- Leila FARAUT, Directrice des études du conservatoire,
- Martine MALL, Chargée de mission Enseignement Supérieur, Conseil régional,
- Gilles OLTZ, Conseillers aux études supérieures musicales DNSPM
- Julia RETH, Responsable des relations internationales de la Haute école des arts du Rhin,
- Aymée ROGÉ, Directrice de la Culture de la Ville et Eurométropole de Strasbourg.

Madame la Présidente Souad El Maysour accueille les membres du Conseil d'administration. La séance débute par une représentation musicale de « Nightclub 1970 » interprété par Mélanie Vibrac et Guilhem Maynier respectivement à la clarinette et à la guitare.

Souad El Maysour salue par ailleurs la mémoire de M. Pierre Mercier, ancien enseignant de la HEAR et artiste qui a beaucoup œuvré au sein de l'école.

Une carte de condoléance sera adressée à la famille au nom de la HEAR dans les jours suivants le Conseil d'administration. David Cascaro précise que Pierre Mercier a notamment porté le CFPI de 1998 à 2011 et a structuré la section art de l'école.

Une information sera communiquée sur la manière dont l'école lui portera hommage.

## **1 Approbation du compte-rendu du 10 décembre 2015**

Le procès-verbal du Conseil d'administration du 10 décembre 2015 est approuvé par l'ensemble des membres du Conseil d'administration.

## **2 Etudes/relations extérieures**

### **2.1 Mise en place du réseau des amis**

David Cascaro indique que l'école tisse depuis de nombreuses années des liens avec ses partenaires tels que les anciens étudiants, des entreprises, des institutions... Il est aujourd'hui nécessaire de formaliser ces liens sous la forme d'un réseau.

Cette communauté de pairs apportera son soutien à l'établissement en favorisant le suivi des anciens étudiants et en facilitant la constitution de réseaux au bénéfice des étudiants et des diplômés. Par ailleurs, le réseau des amis contribuera également à la diversification des ressources

de l'établissement au travers des dons versés par les membres, ressources qui seront fléchées sur des actions de professionnalisation ou des dispositifs favorisant l'accès des plus démunis aux études supérieures en art et en musique.

Enfin, de manière plus générale, les amis permettront de renforcer le rayonnement de l'établissement et son ancrage territorial.

A la question de Sandy Kalaydjian concernant le droit de regard des amis de la HEAR sur les actions soutenues, David Cascaro répond que le mécène a un rôle philanthropique et désintéressé qui exclut toute ingérence dans les choix artistiques ou toute forme de sponsoring. Laurent Doucelance précise par ailleurs que certains avantages, tels qu'une déduction fiscale, des invitations aux événements portés par l'école ou la priorité dans les inscriptions aux ateliers publics, sont néanmoins accordés aux membres du réseau.

Gérard Starck se réjouit de l'émergence de cet outil qui permet de conserver un lien avec l'école.

Souad El Maysour ajoute que ce réseau officialise et valorise le lien entre l'école et ses donateurs.

A la question de Jean-Luc Bredel concernant l'aspect juridique et plus précisément le statut requis pour permettre une défiscalisation, Pascal Humbert répond que l'établissement est habilité par la loi à percevoir des dons ouvrant droit à déduction.

Pierre Litzler partage son expérience au sein de l'Université de Strasbourg et précise qu'une fondation experte dans la collecte de fonds a été mise en place. Certaines modalités de placement sont actées, par exemple, seuls les intérêts sont utilisés.

Laurent Doucelance indique avoir eu l'occasion de rencontrer le responsable de l'université dans le cadre du mécénat individuel et se rapprochera de la fondation afin d'obtenir son expertise.

Jean-Luc Bredel rappelle la complexité de la recherche de fonds privés dans la mesure où de plus en plus de fondations émergent et entrent en concurrence les unes avec les autres.

David Cascaro précise que l'école assurera la gestion du mécénat en propre et que l'école n'a pas vocation à obtenir des fonds conséquents.

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération.

## **2.2 Conventionnement avec les Universités**

Pascal Humbert présente cette délibération, dont la vocation est de renforcer la place et la visibilité de la HEAR dans le paysage universitaire alsacien.

Dans cette perspective, il propose aux membres du Conseil d'administration de conclure une convention d'association avec l'Unistra et une convention cadre de partenariat avec l'UHA. Ces conventions permettront de simplifier la vie des étudiants et des agents de la HEAR en leur donnant accès à des services proposés par les universités, de mutualiser des moyens, mais surtout d'organiser la complémentarité de leur offre de formation et de faciliter les échanges ainsi que les projets pédagogiques au bénéfice des étudiants.

Gérard Starck regrette une transmission tardive des projets de convention et aurait souhaité disposer de temps supplémentaire pour analyser ces documents dont le contenu s'avère stratégique et complexe.

Il souhaite apporter certaines réflexions afin d'incarner l'esprit de la convention dans des termes le plus clair possible afin de lever toute ambiguïté et de préserver les singularités de chaque établissement.

Gérard Starck se félicite de ces collaborations mais souhaite éclaircir certains aspects du projet de convention avec l'Unistra pour disposer de garanties supplémentaires et envisager cette collaboration en pleine quiétude.

Pierre Litzler indique que le contenu de la convention permet à l'ensemble des laboratoires de monter des équipes de projets tels que le pôle unique d'ingénierie qui permet une aide à la recherche.

Regrettant que la convention d'association avec l'Unistra ne soit pas calée sur le même modèle que la convention de partenariat avec l'UHA, Olivier Deloignon évoque les modifications à envisager tels que le maintien des termes figurant dans la charte du 13 novembre 2011 où la modification de certaines formulations de la convention.

Il revient plus précisément sur la partie concernant les échanges d'enseignement entre la HEAR et l'Université et rappelle que le statut des enseignants en école d'art n'autorise pas les heures complémentaires et qu'un écart de salaire manifeste demeure entre un maître de conférences et un enseignant en école d'art.

Pascal Humbert détaille plus précisément les propositions de modifications que les représentants des enseignants proposent d'apporter au texte de base :

- Mention de la charte du 13 novembre 2011 et spécialement des dispositions relative à la structure de la pédagogie en Ecole d'art.
- Article 3.2 : suppression des termes « *visuel* » et « *plastiques* »
- Article 4 : remplacement du terme « *et* » par « *ou* » comme suit : « *...en dehors de toute convention spécifique portant sur des échanges d'enseignement, les interventions dans l'établissement partenaire donnent lieu à une demande d'autorisation de cumul ou sont facturées à l'établissement au tarif de l'heure complémentaire incluant les frais des gestions* »
- Article 5 : afin de garantir le parallélisme des échanges, il est proposé de rajouter les notions suivantes :
  - 5.1 « *l'Unistra pourra être associée aux projet de recherche de la HEAR* »
  - 5.2 « *les enseignants de l'Unistra peuvent être membres ou membres associés aux unités de recherche de l'Unistra et, s'ils ont les titres requis, encadrer des travaux de recherche* »
- Article 7 : suppression du détail des actions déjà menés.

Gérard Starck revient sur l'article 7 « *La HEAR et l'Unistra collaborent dans le domaine de la diffusion de la culture scientifique et technique, au travers de différentes actions, notamment (...) les actions culturelles et artistiques avec différentes formations lors des événements tels que la nuit des musées, les journées du patrimoine (signalétique, exposition, muséographie)* » et indique qu'une vigilance doit être apportée pour que ces actions ne pénalisent pas les anciens étudiants de l'école, actuellement sur le marché de l'emploi.

Souad El Maysour regrette la transmission tardive des documents mais précise qu'il s'est agi d'officialiser le travail mené conjointement entre les établissements et de formaliser l'existant.

Pierre Litzler se réjouit de la formalisation du partenariat entre la HEAR et l'université de Strasbourg ainsi que de l'émergence de ces conventions, d'autant plus qu'il a eu l'occasion de faire partie du groupe de travail chargé de la rédaction.

Il précise que les deux institutions lui sont chères, et que ce partenariat revêt une importance pour les deux structures. Raison pour laquelle il suggère d'apporter des précisions mineures qui permettent de lever les craintes exprimées sans remettre en cause l'esprit de la convention :

- La suppression des termes « *visuels* » et « *plastiques* »
- Article 5 : la formule proposée lui semble redondante. Il est proposé de simplifier la phrase en rajoutant la formulation « *et réciproquement* »

Il insiste sur la nécessité de mettre en évidence les singularités et les spécificités de chaque établissement afin de justifier l'existence de deux structures distinctes. Il est selon lui nécessaire de mettre en valeur les différences pour coexister.

A ce sujet, Olivier Deloignon souhaite que la charte de la HEAR soit reprise en ce qu'elle insiste sur l'articulation entre la théorie et la pratique est indissociable dans le processus de création. Il précise par ailleurs que le corps enseignant de l'école se réjouit de ces partenariats.

Précisant qu'il a eu l'occasion d'intervenir au Conseil d'administration de l'Unistra sur ce point en tant que représentant de l'Eurométropole de la Ville de Strasbourg, Nicolas Matt souhaite partager son avis concernant l'esprit général de la convention.

C'est ainsi qu'il préconise, dans le cadre de ce partenariat, d'optimiser les fertilisations croisées en conservant les spécificités de chacun et en préservant les identités respectives.

Concernant la mécanique fine, l'Eurométropole se retire du tour de table et laisse les établissements s'entendre.

Souad El Maysour rappelle l'objectif général d'une convention cadre et souligne la nécessité de présenter ultérieurement des projets de collaboration en Conseil d'administration.

Cette convention constitue une première pierre qui officialise l'union entre l'université et l'école.

Par ailleurs, elle revient sur les modifications à intégrer :

- Mention des termes figurant dans la charte du 13 novembre 2011
- Article 3.2 : suppression des termes « *visuel* » et « *plastiques* »
- Article 4 : remplacement du terme « *et* » par « *ou* » comme suit : « *...en dehors de toute convention spécifique portant sur des échanges d'enseignement, les interventions dans l'établissement partenaire donnent lieu à une demande d'autorisation de cumul ou sont facturées à l'établissement au tarif de l'heure complémentaire incluant les frais des gestions* »
- Article 5 : afin de garantir le parallélisme des échanges, il est proposé de rajouter la notion « *et réciproquement* »
- Article 7 : maintien de la description des enseignements

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement la convention et ces adaptations.

## **2.3 Réforme des fonds d'amorçage**

David Cascaro présente cette délibération concernant la réforme des fonds d'amorçage. Pour faciliter l'acquisition de démarches professionnelles par les étudiants en cours de cursus ou encourager le démarrage de l'activité des jeunes diplômés, la HEAR a mis en place différents dispositifs d'appel à projets dont il est proposé d'adapter le contenu à l'aune du bilan de 4 années de fonctionnement et à la faveur du renouvellement du partenariat avec le Conseil régional.

Il souligne notamment l'incitation mise en œuvre par le nouveau dispositif pour favoriser les projets transdisciplinaires ainsi que l'implication du Conseil pédagogique de la HEAR dans l'évaluation des projets soutenus par le fonds régional.

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération.

## **2.4 Attribution de bourses d'aide à la notoriété à des étudiants de l'Académie supérieure de musique de Strasbourg**

Dans le prolongement de l'adaptation des dispositifs d'appel à projets, Vincent Dubois, propose d'instituer avec les crédits régionaux une nouvelle bourse de « notoriété » pour soutenir la participation des élèves musiciens à des concours professionnels nationaux et internationaux. Il présente les modalités de mise en œuvre de cette bourse.

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération.



### **3 Finances**

#### **3.1 Réforme des droits d'inscription et de scolarité des arts plastiques à compter de la rentrée 2016/2017**

David Cascaro présente cette réforme mise en place pour compenser les baisses de ressources à venir et garantir le maintien de la qualité des enseignements, mais également instaurer plus de solidarité dans la contribution des étudiants au financement de leur école.

Il s'agit d'une réflexion menée à l'échelle de tout l'établissement. Des groupes de travail ont été mis en place sur l'ensemble des sites, y compris à l'Académie supérieure de musique. David Cascaro aurait d'ailleurs souhaité présenter une délibération conjointe arts plastiques/musique, mais le double cursus (HEAR/Université) des étudiants de l'Académie nécessite préalablement un accord de l'université. Ce point sera présenté aux membres du Conseil normalement lors du prochain Conseil.

Sur le plan de la méthode, il rappelle qu'une importante démarche de concertation a été enclenchée en novembre 2015 pour refondre la grille des droits de scolarité. Après plus de 10 réunions de concertation, un scénario co-construit avec les représentants d'étudiants et d'enseignants s'est dégagé.

David Cascaro précise que l'essentiel des propositions ont été proposées par les étudiants, puis affinées progressivement en groupe de travail afin d'aboutir au scénario présenté.

Il ajoute qu'une enquête a été menée pour identifier les pratiques des autres structures. Un travail a également permis de mettre en perspective les moyens mis à disposition des étudiants et le niveau de service proposé.

Sandy Kalaydjian souhaite partager ses impressions concernant l'avancement de ce projet. Elle indique avoir été dans un premier temps surprise par cette information. Sa participation aux différents groupes de travail lui ont permis d'identifier plus précisément les enjeux ainsi que les alternatives proposées. Les étudiants ont privilégié une augmentation des frais de scolarité plutôt qu'une révision du niveau de prestation accordé. Sandy Kalaydjian rappelle qu'outre les frais d'inscription, les étudiants en arts plastiques ou musique doivent supporter d'autres frais liés à leur pratique (instruments, matériaux...). Il s'agit d'un investissement personnellement important qui rend le choix de ces filières difficile et courageux.

Les étudiants comprennent que le contexte économique est contraint, d'autant plus que la tendance est identique dans d'autres établissements. Néanmoins, une inquiétude demeure et le choix d'une augmentation des frais d'inscription et d'examen d'entrée s'est avéré difficile.

Tiphaine Hervouet partage cette réflexion et regrette que la réforme n'ait pu être présentée de manière globale à l'échelle de la musique et des arts plastiques.

A ce sujet, David Cascaro rappelle que les discussions avec l'Unistra prolongent les délais.

Pierre Litzler fait part des difficultés rencontrées par l'Université qui reste soumise au cadre national de tarification. Il s'interroge par ailleurs sur l'écart type entre les différentes catégories et salue le lissage.

Faisant suite aux remarques formulées par les étudiants lors des groupes de travail, David Cascaro fait part d'une attente importante sur les économies susceptibles d'être réalisées au niveau des ressources, fluides, matériaux, énergie... de l'établissement. Il affirme sa volonté d'entreprendre les démarches nécessaires pour améliorer la situation dans ce domaine.

David Cascaro décrit plus précisément les modalités d'application de la réforme notamment l'augmentation des frais de dossier à l'examen d'entrée et le renoncement à l'aide de 100€ attribuée aux étudiants en DNSEP. Il ajoute, par ailleurs, que des mesures seront mises en œuvre afin de faciliter le règlement des frais (échelonnement du versement et paiement en ligne).

Sandy Klaydjian est consciente des efforts demandés et accepte d'aller dans le sens de la délibération. En outre, elle demande au nom des étudiants à ce que les frais de scolarité soient maintenus dans leur condition actuelle pendant 5 années consécutives.

Souad El Maysour se réjouit des prises de conscience qui ont permis cette décision collective. Elle remercie les étudiants de prendre la responsabilité de ce travail et félicite la consultation entreprise auprès des différents acteurs.

Pierre Litzler s'interroge sur la faisabilité juridique de bloquer pendant 5 ans le montant des frais d'inscription. Il pense qu'un bilan financier doit être entrepris préalablement.

Nicolas Matt félicite les étudiants pour être parvenus à ce résultat. Il souligne qu'il s'agit d'un exercice délicat que d'autres collectivités ne parviennent pas à effectuer. Celui-ci a nécessité un effort de compréhension de la structure financière de l'établissement et a permis de faire émerger une volonté de justice sociale. Il s'agit d'un exemple pour d'autres écoles.

Nicolas Matt se demande si l'augmentation des frais n'impliquera pas un renforcement du niveau d'exigence des étudiants et souhaite alerter les membres du Conseil sur cet aspect.

Par ailleurs, il lui semble difficilement possible de bloquer la situation pendant 5 années, notamment à l'heure du désengagement du Département et ne sachant pas quelles seront les perspectives de financement durant les prochaines années.

David Cascaro précise que la convention tripartite d'objectifs et de moyens conclue pour une durée de 4 ans avec les membres fondateurs garantit une certaine stabilité des ressources. De la même manière, il rappelle qu'un conventionnement triennal est conclu avec la Région.

Par ailleurs, des négociations sont en cours avec le Département qui a annoncé un désengagement total. Techniquement, un engagement sur 3 années serait envisageable mais un délai de 5 années semble trop lointain.

De son côté, Bernard Goy confirme l'engagement de l'Etat pour les 3 années à venir et l'impossibilité de s'engager au-delà.

Jean Luc Bredel se félicite de cet exercice remarquable de démocratie et d'équité.

Gérard Starck se demande s'il serait envisageable de déduire des frais de scolarité les économies qui pourront être dégagées grâce aux sources d'économies identifiées par les étudiants couplés aux efforts complémentaires réalisés par l'école.

Olivier Deloignon souhaiterait que l'établissement n'ait pas à recourir à l'augmentation des frais de scolarité et fait part de son inquiétude. Il souhaite sensibiliser les membres fondateurs concernant les répercussions d'une diminution du niveau de subvention. Les étudiants sont directement impactés alors qu'il s'agit de la population la plus sensible pour supporter les frais.

Tenant compte des remarques formulées, Souad El Maysour propose d'appliquer la délibération dès la rentrée prochaine et de mentionner dans le procès-verbal l'objectif d'un gel des tarifs durant 5 ans.

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération.

### **3.2 Exonération des droits d'inscription pour les étudiants réfugiés**

Préoccupées par la situation dans laquelle se trouvent les réfugiés fuyant les conflits en cours, les écoles d'arts ont collectivement souhaité faciliter l'accueil de réfugiés-étudiants souhaitant poursuivre leur formation en art. C'est dans cet esprit que Souad El Maysour propose au Conseil d'administration d'exonérer de droit d'inscription les étudiants concernés. Il est d'ailleurs précisé que la situation se pose d'ores et déjà pour une étudiante syrienne admise à intégrer l'école sur le site de Mulhouse.

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération.

### **3.3 Adhésion à un groupement de commande**

Pascal Humbert indique qu'au vu de la complexité technique et juridique du marché de l'énergie et les contraintes qui en découlent, l'Union des Groupements d'Achats publics (UGAP) offre la possibilité d'adhérer à une convention permettant la mise en place d'un dispositif d'achat groupé de gaz naturel. Au-delà de la sécurité technique et juridique qu'incarne l'UGAP, le dispositif proposé apporte une maîtrise certaine de l'achat de l'énergie, suscitera l'intérêt des fournisseurs et permettra d'escompter une meilleure performance économique que les tarifs que pourrait obtenir la HEAR en passant sa propre procédure.

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération.

### **3.4 Formation continue : fixation des tarifs de l'école d'été 2016 et du CFPI**

Pascal Humbert rappelle qu'en décembre 2015, le Conseil d'administration a décidé d'inscrire la HEAR dans le champ de la formation continue, champ qu'elle avait d'ailleurs commencé à investir de fait au travers du Centre de formation des plasticiens intervenants (CFPI). Outre l'officialisation administrative et comptable du CFPI, l'intervention de l'école en matière de formation continue se traduira dès cet été par la mise en place d'un programme de stages durant la première quinzaine de juillet sous la bannière d'une « école d'été » s'adressant autant aux plasticiens, musiciens, architectes que scénographes.

C'est dans ce cadre que le Conseil d'administration est invité à fixer les tarifs journaliers de l'école d'été et à actualiser les tarifs du CFPI, tarifs que l'aide du Ministère de la Culture permet de maintenir à un niveau raisonnable.

A la remarque de Pierre Litzler concernant l'importance de la formulation des libellés et contenus de stage vis-à-vis des organismes collecteurs, Pascal Humbert précise que l'intégralité des contenus a été pré-validée par l'AFDAS.

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération.

### **3.5 Facturation des frais d'affranchissement et adoption des tarifs de l'ouvrage "Lectures de mémoires "And so I went out into the word"**

Pascal Humbert invite les membres du Conseil d'administration à fixer deux tarifs pour un ouvrage publié par l'école et pour fixer de manière forfaitaire les droits d'expédition des livres.

Tenant compte de la coquille relevée par Olivier Deloignon, les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération.

## **4 Ressources Humaines**

### **4.1 Mise à jour du tableau des effectifs**

Pascal Humbert présente cette délibération consacrée à la mise à jour du tableau des effectifs. En effet, la réussite à un concours de catégorie B et l'évolution des missions confiées à un agent de catégorie C du site d'arts plastiques de Mulhouse permettent de le promouvoir en catégorie B sur un poste vacant de Rédacteur principal. Cette promotion permet de supprimer le poste de catégorie C qu'il occupait actuellement.

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération.

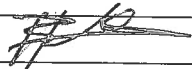


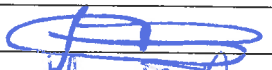


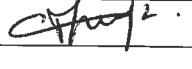

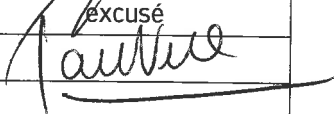
\*\*\*



Pierre Litzler salue à son tour la mémoire de Pierre Mercier et rappelle aux membres l'installation/Performance « pressentiment » organisée à partir de 18h sur le parvis de la Presqu'île André Malraux.

Après avoir remercié l'ensemble des participants, Souad El Maysour clôt la séance à 12h.

Les membres du Conseil d'administration présents lors de la séance 17 mars 2016 valident le compte-rendu afférant à la séance.

NOM Prénom	Signature
BANNWARTH Dominique	
BOUFRIOUA Azzedine	
BREDEL Jean-Luc	
CLAUDOT Marilyn	
DELOIGNON Olivier	
EL MAYSOUR Souad	
FONTANEL Alain	excusé
GANGLOFF Camille	excusée
GOY Bernard	
HERVOUET Thiphaine	
KALAYDJIAN Sandy	
KELLER Fabienne	excusée
KOHLER Sophie	excusée
LITZLER Pierre	
MANGIN Pascal	excusé
MARGUIER Sara	excusée
MATT Nicolas	
METZGER Henri	excusé
MOREL Claire	
NEFF Annick	
REICHHART Ada	excusée
SAMUEL-WEIS Michel	excusé
SCHULTZ Eric	
SPOHR Alain	
STARCK Gérard	
SZUSTER Darek	excusé
VERNE Jean	
ZYLBERAJCH Aline	

